

5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat : le Mali en plein pieds dans les travaux préparatoires

Le Mali, à travers l'Institut National de la Statistique (INSTAT), réalise, en 2019, le 5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH). Le coût de cette opération de grande envergure est estimé à 19,5 milliards de F Cfa. Pour mobiliser les partenaires pour son financement, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population envisage organiser très prochainement une Table-ronde des bailleurs de fonds. A cet effet, la représentation du Fonds des Nations-Unies pour la Population (UNFPA) a servi de cadre, le 16 juin 2017, à une réunion préparatoire de ladite table-ronde. Elle a été présidée par le Monsieur Adama Tiémoko DIARRA, Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

Le RGPH est une opération de souveraineté du gouvernement, régit par la loi et mise en œuvre tous les dix ans. Elle représente l'une des actions phares du Schéma Directeur de la Statistique (SDS). Pour le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population, les résultats de l'opération « *sont indispensables pour la planification du développement dans tous les secteurs de développement* ». Depuis l'indépendance, le Mali a réalisé quatre opérations de RGPH, la dernière remontant à 2009. Plus que les précédents, la conduite du Cinquième RGPH nécessite des moyens humains, matériels et financiers considérables. Contrairement aux précédentes éditions, le recensement de 2019 aura la particularité d'utiliser les nouvelles technologies pour la collecte, le traitement et l'analyse des données. Aussi, le géo-référencement des lieux habités se fera à l'aide de technologies avancées intégrant les images satellitaires. Lors de la phase de dénombrement, il est prévu l'utilisation de tablettes informatiques pour la saisie et le stockage des données, gage d'une plus grande sécurisation de ces données. « *Ces moyens permettront un gain de temps considérables lors des différentes phases du recensement et amélioreront particulièrement la qualité des analyses* », a expliqué Madame Josiane YAGUIBOU, représentante résidente de l'UNFPA au Mali. Ces innovations concourent à rendre possible la publication des résultats de l'enquête, un mois seulement après les travaux de terrain, a souligné pour sa part le Directeur Général de l'INSTAT, Monsieur Harouna KONE.

Intérêt manifeste !

Il ne fait point de doute que la mobilisation des ressources matériels et financières représente un défi majeur duquel dépend la réussite de l'opération. Le gouvernement s'y est engagé à contribuer à son financement, via le budget national, à hauteur de 26 %. Les 74 % des fonds restant proviendront des contributions des Partenaires Techniques et Financiers. L'UNFPA et la Banque mondiale ont d'ores et déjà manifesté une volonté d'accompagner le processus mais le Gap des fonds à rechercher s'élève encore à 10,8 milliards. D'où l'importance de l'organisation d'une table-ronde pour le financement de l'initiative. Aucune

date n'a encore été arrêtée sur la question mais le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population espère y parvenir durant le mois de juillet prochain.

La réunion préparatoire du 16 juin dernier était une occasion de présenter aux partenaires la vision stratégique du recensement, l'état actuel des préparatifs ainsi que les besoins de financement. Une présentation a été faite dans ce sens par le Directeur Général de l'INSTAT. Près d'une vingtaine de représentants des PTF intervenant dans le domaine de la statistique ont pris part à la rencontre. Et, nombre d'entre eux ont manifesté leur intérêt pour le processus.